



ShareAction »
the movement for Responsible Investment



**Caisses de pensions suisses et
l'investissement responsable
Rapport 2015/16**

Vue d'ensemble des résultats

Pionnier	
Bonnes pratiques	
BVK Kanton Zürich Caisse de pension bernoise Caisse de pensions Poste	CPEG –Caisse de Prévoyance de l'Etat de Genève Pensionkasse Stadt Zürich (PKZH)
Dans la moyenne supérieure	
Aargauische Pensionskasse Caisse de pensions CFF Caisse de pensions Migros (CPM) comPlan (Swisscom AG)	CPEV – Caisse de pensions de l'Etat de Vaud Pensionkasse Basel-Stadt* Pensionkasse Hoffmann-La-Roche AG PUBLICA
Dans la moyenne inférieure	
ASGA Pensionskasse Pensionskasse Novartis	Fondations collectives Vita Fondation institution supplétive LPP
Retardataire	Pas d'évaluation possible due à un manque d'information : Caisse de pension du Credit Suisse Group* Caisse de retraite d'UBS* Caisse Pension Energie (CPE)*

Tableau 1**: résultats généraux / * Cette caisse de pensions n'a pas participé à l'enquête et le questionnaire est resté sans réponse. Sa performance n'a par conséquent été évaluée que sur la base d'informations disponibles dans le domaine public, lesquelles sont donc susceptibles d'être incomplètes. Par voie de conséquence, un manque de transparence a également conduit à des notes réduites dans la deuxième partie de l'enquête « Mise en œuvre » (questions II.a. à II.d.) compte tenu de notre méthodologie d'évaluation. Il convient de noter qu'une note réduite ne signifie pas nécessairement que la caisse de pensions en question n'entreprend aucune activité d'investissement responsable. / ** Les caisses de pensions ont été classées par ordre alphabétique dans chaque quintile.

Synthèse

Ce rapport constitue la première étude indépendante des caisses de pensions suisses et de l'investissement responsable (IR) réalisée par le WWF Suisse et ShareAction. Les caisses de pensions professionnelles suisses détiennent environ 804 milliards de dollars américains¹ (767 milliards de francs suisses²), soit 119% du produit intérieur brut suisse (PIB). Les caisses de pensions figurent parmi les plus grands et les plus influents groupes d'investisseurs de Suisse. En tant qu'actionnaires sur le long terme, elles jouissent du pouvoir d'influencer et de guider le comportement des entreprises dans lesquelles elles investissent. Les 20 plus grandes caisses de pensions étudiées dans le présent rapport représentent plus de 256 milliards d'euros³ (281 milliards de francs suisses⁴), soit environ 36% de l'ensemble de la prévoyance professionnelle Suisse.

Le but de cette étude est d'analyser l'état actuel de l'investissement responsable en Suisse, d'identifier les bonnes pratiques et d'entamer un dialogue avec les plus grandes caisses de pensions sur le sujet. Parmi les 20 plus grandes caisses de pensions suisses conviées à participer à cette enquête, 16 d'entre elles ont accepté d'y participer activement et ont rempli un questionnaire. Les quatre institutions restantes n'ont pu être évaluées que sur la base des informations disponibles dans le domaine public. L'enquête a été divisée en deux parties d'égaux pondérations, l'une consacrée à la transparence et l'autre à la mise en œuvre. Les caisses de pensions ont été réparties en quintiles allant de « pionnier » à « retardataire / pas d'évaluation possible ».

Il est clair que tous les établissements ayant pris part à cette enquête sont engagés dans la problématique de l'investissement responsable à un niveau ou à un autre. Aucune des caisses de pensions participantes n'a été classée dans le dernier quintile « retardataire ». Dans l'ensemble, la taille de la caisse de pensions n'est pas corrélée à la performance dans l'enquête : certaines des caisses de pensions les plus petites font partie de celles qui affichent les meilleures performances. Nos résultats montrent également que des caisses de pensions publiques aussi bien que privées peuvent être à l'avant-garde dans le domaine de l'investissement responsable.

Les résultats globaux illustrent toutefois également le chemin qui reste à parcourir pour que les caisses de pensions suisses reflètent les meilleures pratiques internationales en termes d'investissement responsable. Aucune des caisses de pensions n'a bénéficié d'une note dans le quintile le plus élevé, celui de « pionnier ». La note moyenne attribuée n'était que de 27,9 sur 66. Il semblerait que dans l'ensemble, le secteur continue de considérer l'investissement responsable principalement comme une activité distincte d'autres aspects du processus d'investissement et se garde encore d'intégrer pleinement les considérations environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG) dans les décisions d'investissement.

Constatations principales

Sur les 16 institutions ayant participé à l'enquête, 13 disposent d'une politique d'IR. Neuf de ces politiques ont été considérées comme détaillées. Dix des 16 caisses de pensions participantes ont indiqué que leurs politiques prennent en compte les trois facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance d'entreprise (ESG). Seules sept d'entre elles ont confirmé que leur politique s'applique à toutes les catégories d'actifs.

Quinze caisses de pensions sur 20 disposent d'une politique de vote décrivant les entreprises pour lesquelles elles exercent leurs droits de vote et les considérations qu'elles prennent en compte. L'étendue et la teneur de ces politiques sont souvent plutôt limitées. Sur une note positive, tous les établissements sauf deux d'entre eux vont au-delà des exigences légales et publient leurs positions de vote.

La divulgation de politiques et de rapports de dialogue actionnarial (engagement) est assez limitée. Il ne s'agit pas uniquement ici d'une question de transparence. Cela est également dû au fait que 6 caisses de pensions sur les 16 n'entreprennent en réalité aucune activité d'engagement. Seules deux institutions publient leurs propres politiques d'engagement bien qu'elles soient relativement limitées. Neuf participantes réalisent des activités de dialogue actionnarial en commun avec d'autres investisseurs.

La transparence constitue l'un des principaux domaines dans lesquels les caisses de pensions suisses peuvent améliorer leurs performances. A titre d'exemple, deux établissements ne disposent d'aucun site Internet. Les réponses au questionnaire indiquent souvent que les caisses de pensions entreprennent certaines formes d'investissement responsable, mais cela ne fait pas systématiquement l'objet de communications publiques. Des informations concernant l'approche d'investissement au-delà de la simple allocation des actifs sont rarement disponibles publiquement.

D'après nos constatations, le processus d'engagement avec les bénéficiaires en matière d'activités d'investissement responsable a commencé dans une certaine mesure en Suisse, mais il demeure limité. Sur les 16 caisses de pensions ayant participé à l'étude, 13 d'entre elles communiquent leurs positions de vote et leur activité d'engagement actionnarial à leurs bénéficiaires. Sept caisses organisent des rencontres physiques avec leurs bénéficiaires, telles que des assemblées générales annuelles de sociétaires.

En ce qui concerne les approches spécifiques d'investissement responsable adoptées, l'exercice actif des droits de vote liés aux actions en tenant compte de facteurs ESG constitue l'approche la plus pratiquée. Elle est suivie par le dialogue actif sur les facteurs ESG avec les entreprises dont des actions sont détenues. Douze caisses de pensions ont indiqué qu'elles organisent des séances formelles de formation sur l'investissement responsable pour l'organe suprême, pour le comité de placement ou pour le personnel en général.

Toutes les caisses participantes externalisent l'ensemble ou une partie de la gestion des investissements et neuf d'entre elles ont indiqué qu'elles prennent en compte les aptitudes en termes d'investissement responsable de tous les gestionnaires d'actifs et consultants lors de leur nomination. La surveillance en aval de ces compétences en termes d'investissement responsable est néanmoins toujours insuffisante.

Seules 2 caisses de pensions sur 20 sont signataires des Principes pour l'investissement responsable soutenus par l'ONU⁵. Cinq des institutions interrogées sont toutefois membres fondateurs de SVVK-ASIR (Association suisse pour des investissements responsables), ce qui indique que les caisses de pensions suisses s'intéressent de plus en plus aux activités d'investissement responsable.

L'enquête comprenait une série de questions concernant la manière dont les caisses de pensions traitent les problématiques relatives aux changements climatiques. Il est positif de constater que la plupart des caisses de pensions ont pris certaines mesures concernant ce sujet. Neuf d'entre elles ont effectué une analyse d'impact climatique pour au moins une catégorie d'actifs. La plupart indiquent qu'elles ont pris d'autres mesures, telles que la décarbonisation de leur portefeuille immobilier ou l'augmentation de leurs investissements dans les énergies renouvelables. Seule une caisse de pensions dispose toutefois d'une stratégie relative aux changements climatiques. Et seules deux institutions prennent en compte les compétences de leurs gestionnaires d'actifs et consultants à évaluer les risques et les opportunités découlant des changements climatiques et à agir en conséquence. En d'autres termes, des efforts supplémentaires doivent être entrepris pour aborder d'une manière systématique les risques d'investissement découlant des changements climatiques.

Le présent rapport énumère un certain nombre de recommandations d'ordre général pour que les caisses de pensions suisses continuent d'améliorer leurs performances. Recommandation essentielle : toutes les caisses de pensions devraient développer et divulguer publiquement une politique d'investissement responsable détaillée, une politique de vote et de dialogue actionnarial et une stratégie relative aux changements climatiques. Elles devraient ensuite communiquer sur leur mise en œuvre. Les droits de vote devraient être exercés non seulement pour les participations nationales, mais également pour les internationales. Les détails relatifs aux principaux titres du portefeuille d'actions devraient également être divulgués. Les caisses de pensions sont encouragées à prendre en compte l'aptitude en termes d'investissement responsable lors de la nomination de tous les gestionnaires d'actifs et consultants et la contrôler régulièrement. Enfin, il importe que les caisses de pensions impliquent activement leurs bénéficiaires en ce qui concerne les activités d'investissement responsable ; les bénéficiaires devraient en effet avoir le droit de savoir comment leur argent est investi. La transparence pour le grand public est également importante, car les activités d'investissement des caisses de pensions sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'ensemble de l'économie.

Cette enquête a mis en évidence un grand intérêt et une détermination de la part des caisses de pensions suisses à s'intéresser à la problématique de l'investissement responsable. Bien que le WWF Suisse et ShareAction reconnaissent les barrières qui entravent la route des caisses de pensions dans leur mise en œuvre de l'investissement responsable, de plus en plus d'exemples de meilleures pratiques nationales et internationales viennent aussi illustrer la marche à suivre pour progresser.

- 1 Tan N. (2016) *Global Pension Assets Study 2016*, Willis Towers Watson, février.
- 2 Converti par Share action le 3 mai 2016, avec l'aide du convertisseur de devises XE
- 3 Investment and Pensions Europe (IPE) (2015) *Switzerland: Huge challenge to pass pension reform package*, IPE, <http://www.ipe.com/reports/top-1000-pension-funds/switzerland-huge-challenge-to-pass-pension-reform-package/10009641.article>, [dernièrement consulté le 16 Février 2016]. Chiffres compilés par Standard & Poor's Capital IQ Money Market Directories.
- 4 Converti par Share action le 3 mai 2016, avec l'aide du convertisseur de devises XE
- 5 *Les Principes for Responsible Investment (PRI)* visent à intégrer la prise en considération des problématiques ESG par les investisseurs institutionnels lors de la prise de décision en matière d'investissement: <http://www.unpri.org/>, [dernier accès le 18 mars 2016].

WWF Suisse
Avenue Dickens 6
1006 Lausanne

Tél.: +41 (0) 21 966 73 73
Fax: +41 (0) 21 966 73 74
E-mail: service-info@wwf.ch
www.wwf.ch
Dons: CP 12-5008-4



Notre raison d'être

Arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature.

ShareAction 
the movement for Responsible Investment

Ground Floor
16 Crucifix Lane
London SE1 3JW

+44 (0)20 7403 7800
info@shareaction.org.uk
www.shareaction.org.uk